

1er
GROUPE
BANCAIRE
DE L'UEMOA*

Grâce à nos clients fidèles, à nos équipes mobilisées
et à nos actionnaires engagés.

Merci à tous !

BÉNIN | BURKINA FASO | CÔTE D'IVOIRE | MALI | NIGER | SÉNÉGAL | TOGO

BANK OF AFRICA
Groupe BMCE BANK

* En nombre de comptes
(Commissariat aux comptes (AMCA), Rapport annuel 2017)

www.bank-of-africa.net

N°614 du 03 Avril 2019/Prix: 250 Fcfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

www.lemessenger-actu.com

Récépissé N° 259/21/04/HAAC
Maison de la presse, casier N° 61
Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59
E-mail:
tchaboremessenger@yahoo.fr
Imprimerie: RAD-GRAPHIC

François Boko



UN HOMME D'ETAT QUI N'EN EST PAS UN

P.3

Situation au sein de la C14



QUEL RÔLE A PU JOUER BRIGITTE ADJAMAGBO DANS LE NOYAUTAGE DE LA COALITION ?

P.4

Rentrée parlementaire



YAWA TSEGAN PROMET DES RÉFORMES CONSTITUTIONNELLES ET INSTITUTIONNELLES

P.6

Forum Togo-UE

UN PORTAIL POUR FAVORISER LES INSCRIPTIONS EN LIGNE ET AVOIR D'AMPLES INFORMATIONS

P.7

Rapport de fin de mission d'une équipe du FMI

4,9% DE TAUX DE CROISSANCE DU PIB EN 2018 ET 65 MILLIARDS FCFA D'ARRIÉRÉS PAYÉS

P.6

Réunion du conseil national du dialogue social

GILBERT BAWARA PROMET PLUS D'EFFORT EN MATIÈRE DE COMMUNICATION ET DE CONCERTATION ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES PARTENAIRES SOCIAUX

P.2

Réunion du conseil national du dialogue social GILBERT BAWARA PROMET PLUS D'EFFORT EN MATIERE DE COMMUNICATION ET DE CONCERTATION ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES PARTENAIRES SOCIAUX

Le Conseil national du dialogue social (CNDS) a tenu sa première session annuelle le vendredi dernier. Il s'agissait pour le gouvernement, les syndicats et le patronat de faire un bilan de la plateforme revendicative des salariés, des conditions de vie des travailleurs (pouvoir d'achat).

Le code du travail en vigueur actuellement dans le pays et qui contient certaines insuffisances a été abondamment débattu. Durant la rencontre, il a été aussi question de l'augmentation des prix des produits pétroliers, de la contribution à l'éclairage public et à d'autres taxes.

« Des préoccupations et inquiétudes ont été exprimées et par rapport à un certain nombre de hausses de produits, qu'il s'agisse du carburant, des visites techniques », a laissé entendre le ministre de la Fonction publique et du travail, Gilbert Bawara à la



fin des travaux.

« Il y aura un effort à l'avenir aussi bien sur la communication et la concertation entre le gouvernement et les partenaires sociaux, notamment les centrales syndicales, tout en tenant compte de la délicatesse de la question », a-t-il promis.

Il est probable que le code de travail soit revisité afin de l'adapter à la convention collective interprofessionnelle et à la convention collective sectorielle.

Il s'agit ainsi de mieux protéger les travailleurs, selon le ministre.

Du côté des centrales syndicales, l'on veut des éclaircissements. Selon Ephrem Tsikplonou, porte-parole de la coordination des centrales syndicales, le gouvernement va se prononcer par rapport à toutes ces augmentations en cascade des prix des produits de première nécessité.

« Nous nous sommes accordés sur un rapport d'étape pour pouvoir

essayer d'identifier concrètement ce que les travailleurs ont eu. Dans les prochains jours, je crois qu'il y aura beaucoup de choses. Nous avons ensemble essayé de voir ce qui peut être fait dans les meilleurs délais. On ne peut pas augmenter sans penser au panier de la ménagère qui est toujours rude », a-t-il ajouté.

A la réunion, en plus de cette question touchant à l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs du Togo, plusieurs autres questions ont été abordées. Il s'agit de la question liée aux retraités (allocation de départ à la retraite).

« Cette modification sera accompagnée par une adaptation de la convention collective interprofessionnelle et des conventions sectorielles. Mais en attendant toutes les normes en matière de travail doivent être pleinement respectées. Le conseil, c'est à la fois un organe de

prévention et de résolution des conflits sociaux qui comporte les représentants du gouvernement, des organisations », a annoncé le ministre.

En matière de santé, il a été soulevé que c'est seulement les agents de la fonction publique qui profitent des prestations de l'Institut national d'assurance maladie (INAM). Il s'agit de voir, comment on peut généraliser dans tous les secteurs de production du pays pour que tous les travailleurs puissent bénéficier de l'assurance maladie.

Pour le ministre Bawara, le gouvernement respectera ses engagements.

La question des enseignants confessionnels pourrait également connaître une amélioration dans l'appui que l'Etat apporte. Un protocole d'accord entre l'Etat et les confessions serait en vue.

LM

Forum Togo-UE

UN PORTAIL POUR FAVORISER LES INSCRIPTIONS EN LIGNE ET AVOIR D'AMPLES INFORMATIONS

www.togoforum-ue.tg, c'est le site dédié au forum économique Togo-Union Européenne prévu pour se tenir en juin prochain à Lomé. La cérémonie officielle du lancement dudit site s'est tenue le lundi 1er avril 2019 à Lomé.

C'est un site internet qui va permettre d'enregistrer l'ensemble des participants et les projets nécessaires en vue de créer un dynamisme entre le secteur privé togolais et celui de l'union européenne.

IL constitue également un outil pas des moindres pour l'atteinte des objectifs visés à l'issue du forum économique Togo-Union Européenne qui se tiendra les 13 et 14 juin prochain.

Le lancement du site, présidé par le ministre du commerce, de l'industrie, du développement du secteur privé et de la promotion de la consommation locale, Kodjo Adedze a été couplé de l'appel à



projets pour la sélection de 100 projets bancables.

Ont le droit de s'inscrire pour cet appel, les opérateurs économiques porteurs de projets qualifiés de «projets matures» selon Kodjo Adedze.

Concernant le 1er forum Togo-UE, 400 participants y sont attendus dont 150 entrepreneurs togolais.

Les frais d'inscription de ceux-ci s'élèvent à 50 000f CFA.

Ce rendez-vous d'affaires verra la participation de nombreux partenaires et investisseurs étrangers dans le but de faire bouger l'économie togolaise, de créer des emplois directs et indirects et de booster les secteurs fars de notre pays comme l'agriculture, les infrastructures,

l'énergie bleue, les TICS, l'éducation et la santé.

Le gouvernement togolais espère vivement que ce forum fera de plusieurs entrepreneurs togolais des champions de l'économie.

Le ministre du commerce, de l'industrie, du développement du secteur privé et de la promotion de la consommation locale a sollicité l'engagement de tous les togolais, surtout celui des acteurs du secteur privé dans cette optique de croissance économique.

« Ensemble réussissons ce pari » a lancé Kodjo Adedzé.

Pour rappel, ce forum économique Togo-Union Européenne s'inscrit dans le plan national de développement (PND) lancé officiellement le 04 mars dernier par le chef de l'Etat et destiné à doter le pays d'une économie robuste, dynamique et stable.

Khaled

François Boko

UN HOMME D'ETAT QUI N'EN EST PAS UN

Alors qu'il s'apprêtait à prendre l'avion d'air France le 28 mars dernier en vue de regagner Lomé pour dit-il aider à la réconciliation de son pays, le Togo, à établir ce qu'il appelle des passerelles entre deux postures, François Boko s'est vu interdire le vol. Pour ce dernier, il est clair que c'est le pouvoir de Lomé qui est à la base de cette interdiction.

Avec ce retour, certains y ont vu en François Boko, le messie qui viendrait sauver le Togo. D'ailleurs François Boko lui-même s'est attribué ce rôle dans l'entretien qu'il a eu la veille avec la journaliste de TV5 Monde.

« Je veux aider à la réconciliation de ce pays. Vous savez mon pays le Togo est déchiré, est miné depuis des décennies par des antagonismes politiques affichés clairement et pris en otage par deux postures. L'une de conservation vaille que vaille du pouvoir et l'autre, l'opposition, une opposition trop idéologique pour être pragmatique. Je veux aider à établir des passerelles entre ces deux postures. Je veux aider à réconcilier les togolais. Je veux mettre mon expertise au service de la réconciliation » a-t-il laissé entendre, en promettant par ailleurs faire une offre politique au moment opportun et se déterminer en fonction de cette offre.

Et depuis, que de commentaires n'a-t-on vus et entendus. D'aucuns estiment que l'ancien officier fait peur au pouvoir de Lomé, raison pour laquelle, Faure Gnassingbé et sa suite ont tout mis en œuvre pour empêcher sa venue dans le pays.

« L'interdiction qui lui est faite de monter à bord du vol Paris-Lomé sur ordres des autorités togolaises, et avec le concours des forces de sécurité françaises, révèle la volonté des premières de faire obstacle à sa candidature aux élections présidentielles du mois d'avril 2020 », indique un communiqué des avocats de François Boko, et qui, au nom de ce dernier, attire « ... l'attention des autorités tant françaises que togolaises sur l'absolue nécessité de garantir au



peuple togolais l'accès à des élections libres et inclusives, auxquelles tout candidat éligible aura pu se présenter».

Même en refusant d'avouer clairement ses intentions sur TV monde, les avocats de François Boko ont à travers les termes de leur communiqué avoué les intentions de leur client.

Mais là où il faut se poser des questions, c'est là où l'on accuse les autorités togolaises d'être à la manœuvre dans le refus de François Boko de monter dans l'avion à destination de Lomé ce 28 mars 2019.

Que peuvent les autorités togolaises si celles françaises voulaient coûte que coûte que François Boko qui est un des leurs rentre au Togo à bord d'un vol air France ? C'est sous cet angle qu'il faut plutôt appréhender le problème et savoir que ce qui est arrivé à l'ex ministre de l'intérieur et de la sécurité est purement une affaire franco-française.

François Boko avait connaissance du refus des autorités françaises de son embarquement à destination de Lomé la veille. Chose que beaucoup ne savent pas et

ne cherche pas à savoir.

Le fait de se présenter à l'aéroport le lendemain, n'est qu'une farce, et n'est que l'effet d'un hasard. L'intéressé a voulu saisir l'occasion pour faire un tapage médiatique, en envoyant les images de sa présence à l'aéroport avec ses accompagnateurs, comme on en a vu, afin de montrer à la face du monde comment il était persécuté par les autorités togolaises. Une façon pour lui de se donner une certaine importance.

Les togolais doivent désormais ouvrir les yeux pour éviter de continuer par tomber dans des pièges que leur tendent les politiciens.

S'il est vrai que la gouvernance actuelle peut faire objet de critique dans certains domaines, ce n'est pas pour autant que le Togo vit l'apocalypse comme certains politiciens tendent à le présenter. Ces politiciens ne l'oublions pas ont un agenda caché. Et leur premier objectif, c'est s'attirer la sympathie des populations à des fins électoralistes.

François Boko aurait été le messie, si en 2005 il ne s'était pas comporté comme

un lâche en décidant en tant qu'autorité du pays, de quitter le processus en cours.

Contrairement à ce que ses adeptes veulent faire avaler aux togolais, leur mentor avait voulu l'effondrement du processus, le chaos pour le Togo en 2005, en complicité, bien sûr, avec certaines puissances étrangères. Dieu merci, le pire a été évité, même s'il y a eu des morts d'hommes que chacun doit déplorer. L'ex ministre de l'intérieur est donc mal placé pour donner des leçons de démocratie.

Revenant sur les intentions de M. Boko de présider aux destinées du Togo, des questions se posent également sur sa carrure d'homme responsable.

A supposer que M. Boko ait été en contact avec certaines autorités du pays, qui sont, comme lui-même le dit, des émissaires de Faure Gnassingbé, le dire publiquement sans retenu montre qu'il n'est pas un homme d'Etat. Et là, on pourrait dire que Feu Gnassingbé Eyadéma s'était peut-être trompé

sur sa personne en lui faisant confiance.

Comment peut-on faire confiance à une personne qui a été ministre de la sécurité et qui étalent certains secrets qu'il avait eus à la place publique ?

Comment quelqu'un qui aspire à la haute magistrature d'un pays, peut-il faire valoir publiquement ses liens avec les autorités de certaines puissances étrangères comme l'a fait M. Boko il y a quelques jours ?

C'est même là, la preuve que l'intéressé veut seulement utiliser les noms des autorités des pays cités pour influencer l'opinion et se faire un renom. Ce qui est triste.

Quelles sont ces autorités françaises, Américaines ou Allemandes qui soutiennent M. Boko et qui n'ont pas de noms ? C'est tout simplement du bluff.

Si en 2019, une personne qui aspire diriger son pays soit là à compter sur la France, les USA, l'UE, l'Allemagne, il faut alors se poser des questions sur cette personne.

LM

Situation au sein de la C14

QUEL RÔLE A PU JOUER BRIGITTE ADJAMAGBO DANS LE NOYAUTAGE DE LA COALITION ?

La C14, cette coalition des 14 partis politiques de l'opposition née au lendemain des événements du 19 août 2017 connaît des moments difficiles. Il y a quelques jours des défections ont été enregistrées et parmi elles, l'un des poids lourds, à l'origine même de la création de cette coalition, L'ANC (l'Alliance Nationale pour le Changement). Si à l'origine, la cause de ces défections se trouve être une affaire de 30 millions (il y en aurait même plus selon les indiscrétions), et le dépôt de certains partis politiques des noms pour être élus à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) à l'insu des autres, d'autres causes, et plus graves cette fois-ci pourraient conforter la décision de l'ANC de ne plus continuer par faire confiance à certains responsables de partis de la coalition.

En effet, personne ne peut nier qu'au sein de la C14, mis à part le Parti



Nationaliste Panafricain (PNP), c'est l'ANC qui fait le poids. Brigitte Adjmagbo et sa CDPA viennent après, même si le poids du parti de la coordinatrice n'égale en rien celui de certains comme ADDI, CAR, les FDR et autres. Mais, étant seule femme, et en plus de son courage, Brigitte Adjmagbo a fini par se faire une place au sein de cette coalition. Coordinatrice et porte-parole de la C14, elle a été de toutes les parties dans la crise politique, surtout dans les différentes rencontres de

négociations. Son courage et son intransigeance sur certaines questions lors des négociations l'ont plus approché de Jean-Pierre Fabre qui lui aussi adore une telle posture.

Des indiscrétions font état de ce que lorsque Brigitte Adjmagbo et Fabre décident personne dans le groupe ne peut lever son petit doigt pour s'opposer. C'est dans ce climat que le groupe a évolué jusqu'à la sortie de 6 partis politiques. Aujourd'hui, il ne reste qu'une coquille vide. Et c'est face à une coalition en

dépéridition que madame Adjmagbo tente de rassurer. Mais, ce ne sera peut-être qu'une aventure vaine, parce que selon les informations, l'ANC n'est plus prête à un retour dans la coalition.

Mais face à certaines informations qui dénudent la coordinatrice de la C14 dans un plan sordide contre ses propres amis, l'on se demande si Brigitte Adjmagbo est sincère dans son appel au retour des partis qui ont quitté la coalition ?

Aujourd'hui, beaucoup de ceux qui ont milité en faveur d'une unicité d'action de l'opposition continue par se poser la question sur ce qui a pu conduire à la situation que chacun connaît avec la coalition.

N'y a-t-il pas eu des gens au sein même de la C14 qui militaient en faveur d'une dislocation de la coalition ?

Si certaines langues parlent de l'officier déserteur qui n'a

pu rejoindre Lomé le 28 Mars dernier, d'autres soupçonnent la coordinatrice de la C14 qu'ils accusent avoir délibérément poussé la coalition à prendre l'eau. Ces derniers parlent d'un jeu flou de Brigitte Adjmagbo dans le rapprochement d'un ancien fonctionnaire du FMI et François Boko qui selon d'autres sources est bien un allié du PNP. François Boko et Brigitte Adjmagbo seraient pour eux, les deux qui ont noyauté la C14 avec l'idée de prendre le premier comme une alternative crédible pour l'alternance au Togo.

En tout état de cause, si ce que redoutent certains militants de la coalition sur le rôle de la coordinatrice de la C14 est avéré, il y a lieu de s'interroger sur les relations à venir entre Jean-Pierre Fabre et Brigitte Adjmagbo. L'avenir nous en dira un peu plus.

LM

Créer des conditions d'une implication plus inclusive de la diaspora togolaise

LE TOGO DÉVOILE UNE FEUILLE DE ROUTE

Le Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur, Robert Dussey, a procédé à la présentation de la feuille de route du gouvernement pour les Togolais de l'extérieur estimé à ce jour, à près de 2 millions. La cérémonie s'est déroulée le lundi 1er avril 2019 à Lomé.

L'initiative répond à la vision du président de la république, Faure Essozimna Gnassingbé, celle d'« assurer une meilleure organisation de la diaspora togolaise en vue de sa plus adéquate implication dans l'effort de développement national » a indiqué Robert Dussey dans une présentation liminaire du projet.

Cette feuille de route est établie pour indiquer ce qui se fera avec les togolais résidant à l'étranger et vise à créer les conditions d'une implication plus inclusive de la diaspora togolaise à l'œuvre du développement national.

Pour le ministre, une telle initiative montre l'importance du choix de la diaspora togolaise dans la perspective de la contribution de tous les togolais à la construction nationale, en l'occurrence pour la mise en œuvre du Plan National de Développement, car « le Togo a besoin de tous ses fils et filles ou qu'ils soient pour son développement ».



Il a aussi annoncé qu'une cartographie des Togolais de la diaspora et sa répartition dans le monde sera établie très prochainement.

La feuille de route de la diaspora togolaise s'articule autour de 3 axes majeurs.

Il s'agit de la valorisation du capital humain, économique et social de la diaspora, le renforcement de la communication entre le gouvernement togolais et sa diaspora, l'amélioration de la protection et de la défense des intérêts des Togolais de l'extérieur.

Akakpo Koffi, directeur du département des Togolais de

l'extérieur au ministère des affaires étrangères, a indiqué qu'« Il s'agira dans un premier temps d'atteindre des objectifs tels que la mobilisation des investissements, des compétences et savoir-faire des Togolais ».

Il sera également question de développer un projet de volontariat solidaire pour le développement.

Quant au second volet, il va permettre de créer les structures aptes pour mobiliser et accompagner le retour de la diaspora togolaise et servira également de base pour la réalisation de la cartographie de la diaspora togolaise et sa répartition dans le monde.

Dans la mise en œuvre, la feuille de route sera déclinée en deux grands programmes : un programme d'actions prioritaires et un programme à moyen et long termes qui seront détaillés au fur et à mesure.

L'expert Diaspora, Safiou Radji, a, dans son mot, fait un plaidoyer. Il a demandé au gouvernement de ne pas baisser les bras même si la diaspora est un peu difficile et de maintenir tous les projets déjà enclenchés à l'extérieur.

A l'endroit des partenaires, il a demandé de soutenir la diaspora dans leur projet pour le développement, d'assurer le maximum de crédit à la feuille de route et à l'endroit des togolais vivants à l'extérieur, de saisir cette opportunité pour développer le pays. Car pour lui, « il ne suffit pas uniquement de réfléchir sur ce que son pays peut faire pour soi, mais ce qu'on peut faire aussi pour son pays ».

A partir de mai 2019, le gouvernement prévoit des actions de sensibilisations des Togolais de l'extérieur sur cette nouvelle vision notamment, le Forum Economique des Togolais de l'Extérieur prévu pour les 28 et 29 novembre 2019.

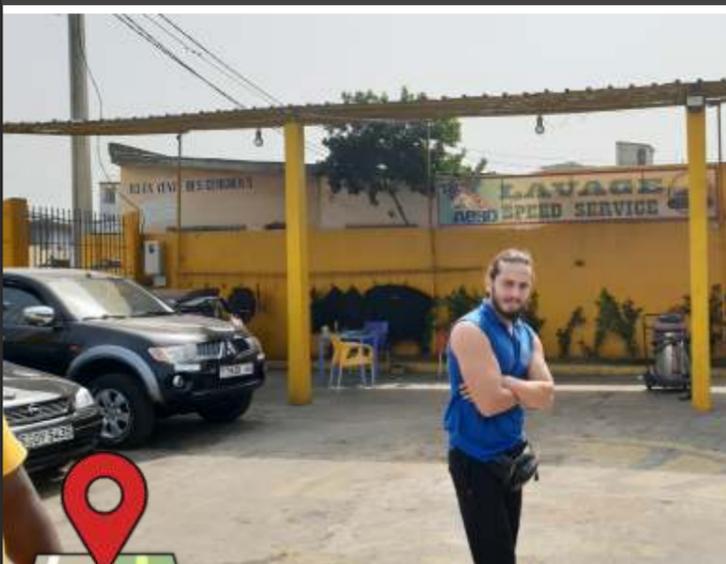
Edith

PUB

LAVAGE SPEED SERVICE



LAVAGE | ENTRETIEN
VIDANGE
AUTO MOTO



Bvd de la Victoire, Tokoin
Hôpital en face de l'Ecole
Nationale des Auxiliaires
Médicaux

+228 93 58 58 58
+228 93 59 59 59
BP: 3405
Lomé-Togo

ANNONCE



CENTRO S.A., BP:20744 Lomé-Togo
Tél.: + 228 22 22 56 83 / Fax: + 228 22 22 62 52
E-mail: info@centro.tg
web: www.centro.tg

PHARMACIES DE GARDE DU
01/04/19 au 08/04/19

3e ARRondissement Bd. du 13 Janvier, près de l'Immeuble FIATA 22 21 52 27	BONTE Route de SEGBE, Wonyomé-Adidogomé en face de la station Sanol 93 95 80 78
BON PASTEUR 38, Av. Libération 22 21 13 67	BETANIA Rue Sito, Totsi-Glenkomé non loin de la salle des Témoins de Jéhovah 96 80 10 11
Ste RITA Rue pavée, Doulassamé – Face Hôtel SANA 22 20 90 16	MILLENAIRE Face réserve de la gendarmerie d'Agoenyivé, sur la route de 50m à 300m du côté Nord 22 51 64 31
CHATEAU D'EAU Près Château d'eau de BE 22 21 57 51	MATHILDA Route PATASSE – Lomégan – ODEF 22 51 15 34
BIOVA Bd. Houphet Boigny 22 34 50 93	EL SHADAÏ Face Ecole Théologie ESTAO 22 51 44 25
KODJOVIAKOPE Avenue Duisbourg 22 21 89 90	NABINE Sise à Agoè Anomé dit Plateau (Route du Bar Plateau) 93 36 26 26
LIBERATION Avenue Libération prolongée 22 22 25 25	VOLONTAS DEÏ Quartier Avédji, Carrefour « SUN CITY », face à l'ancien bar Sun City 70 42 23 60
CAMPUS Adewi 22 21 56 32	VITAFLORE Sise à Agoè Vakposito à 100 m de la station Shell Agoè Vakposito 70 40 22 86
ROBERTSON Après la Lagune de Nyékonakpoè (TOGBATO) 22 22 28 41	SATIS Agoè-Logopé sur la voie de 50m, côté Est du C.E.G. Agoè-nyivé Ouest (CEG Agoè-Koshigan) 70 44 85 17
ISIS Avenue Jean Paul II près des rail NUKAFU Gapkoto 70 44 83 87	St ESPRIT Sur la bretelle Agoè-Nyivé Kégué, Face au CEG Agoè-Est 70 40 29 06
PAIX Résidence du Benin 22 26 40 91	St MICHEL Située à Agoenyivé entre la Brasserie BB et l'espace Télécom 22 51 70 22
BAH Face EPP Hedzranawé 22 26 03 20	EXCELLENCE Agee Demakpoe Voie CEDEAO 22 51 77 87
St PIERRE Sagboville Hedzranawe Boulevard Haho 22 26 19 73	BAGUIDA Face CMS de Baguida 70 42 47 77
SANTA MADONNA Sise à Kégué sur la route du petit contournement à côté de l'église catholique Ste Thérèse 70 01 03 03	La FLAMME D'AMOUR Sise à Agodeke route d'Aného 70 45 70 14
MAWULE Bè-Kpota (Anc. Pharmacie du Rond Point Gakpoto) 70 45 91 86	
MAËLYS 1688, Bd Malfakassa – Bè Kpota en Face de NETADI 22 27 60 19	
ELI-BERECA Route d'Adidogomé, Immeuble SIKOVIC face bureau de Poste 99 91 13 42	
LA REFERENCE Route de Kpalimé, Adidogomé Assiyéyé, à côté du bar Madiba 22 51 12 12	

Rentrée parlementaire

YAWA TSEGAN PROMET DES RÉFORMES CONSTITUTIONNELLES ET INSTITUTIONNELLES

Conformément à la constitution togolaise, plus précisément en son article 55 l'assemblée nationale dont les députés ont été élu le 20 décembre 2018, a fait son entrée parlementaire hier mardi pour le compte de sa première session ordinaire de l'année 2019. Elle a été ouverte par Djigbodi Yawa Tsegan, présidente de l'institution, au cours d'une cérémonie solennelle à laquelle ont pris part plusieurs membres du gouvernement avec au premier ran le chef du gouvernement Sélom Klassou, Des présidents des institutions sœurs du Gabon, du Ghana, de la Guinée, du Burkina Faso et des représentants de l'Assemblée parlementaire ACP-UE.

Plusieurs discours ont meublé cette rencontre. Selon la présidente de l'Assemblée nationale togolaise, au plan politique, les réformes constitutionnelles et institutionnelles feront partie des priorités de l'agenda de cette session parlementaire.

« Ceci annonce la mise en œuvre des réformes attendues par tous les Togolais et constitue des réponses tangibles de la volonté de l'exécutif de consolider la démocratie dans notre pays et de maintenir entre les différents acteurs politiques, un climat de concertation et de tolérance notoire », a-t-elle salué.



Selon elle, la récente audience accordée par le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, à la coalition des 14 partis politiques de l'opposition, à la demande de celle-ci, renseigne sur la volonté du président de la République, d'œuvrer à la consolidation de la paix, de la démocratie et de l'Etat de droit dans le pays.

« Notre Assemblée aura l'impérieuse mission d'étudier et de voter l'ensemble des textes législatifs nécessaires à la mise en œuvre du

Plan national de développement (PND) fortement salué. Elle participera à l'initiative de vulgarisation et d'appropriation du PND par les concitoyens », a-t-elle ajouté.

Elle en a aussi appelé à l'« esprit patriotique » des acteurs politiques afin, dira-t-elle, de toujours privilégier l'intérêt national. « La représentation nationale voudrait rassurer l'ensemble de la classe politique de son accompagnement à toutes les étapes de la vie de la

marche commune vers un lendemain meilleur pour toutes les filles et tous les fils de notre chère nation le Togo », note-t-elle.

Tour à tour, les représentants des parlements des pays suscités ont pris la parole pour féliciter le Togo pour avoir porté une femme à la tête du Parlement.

« En portant une femme à la tête de l'Assemblée nationale, le Togo devient un exemple à ses voisins. Vous avez inscrit le Togo parmi les meilleurs exemples de démocratie », a proclamé fort Stanislas Sankara, vice-président de l'Assemblée nationale burkinabè.

Pour Lucie Milebou-Aubusson, vice-président du Sénat gabonais, Yawa Tsegan est l'expression d'une ère nouvelle en Afrique.

L'ouverture des sessions comme celles-ci, note Zoumana Kufuor, 2ème vice-président de l'Assemblée nationale du Ghana, est un « signal » et un « appel » que les parlementaires vont commencer le travail pour lequel ils ont été élus lors d'élections démocratiques.

« Je souhaite que vous preniez en compte les points de vue de toute la classe politique pour que le Togo puisse régler tous ses problèmes politiques », a-t-il souligné.

Le messenger&globalactu.com

Rapport de fin de mission d'une équipe du FMI

4,9% DE TAUX DE CROISSANCE DU PIB EN 2018 ET 65 MILLIARDS FCFA D'ARRIÉRÉS PAYÉS

Une équipe du Fonds monétaire international (FMI) arrivée au Togo le 20 mars 2019, dans le cadre de la quatrième revue du programme soutenu par une Facilité Elargie de Crédit (FEC), vient d'achever sa mission. Ladite équipe a rencontré la presse hier mardi 02 avril 2019, à Lomé pour échanger et rendre publique les conclusions de son travail.

Selon le chef de mission, M. Ivohasina Razafimahefa, des progrès importants ont été réalisés au Togo.

« Après avoir connu une forte décélération en 2017 en raison des tensions sociopolitiques qu'a connu le pays, l'activité économique connaît une reprise, avec une croissance du PIB qui a atteint un taux de 4,9% en 2018 », a-t-il indiqué. Pour lui, le Togo a respecté le



critère de convergence de l'UEMOA fixant le déficit budgétaire à moins de 3% du PIB.

La délégation a salué les efforts d'apurement des

arriérés pour un montant de 65 milliards de FCFA en 2018

Selon Ivohasina Razafimahefa, les réformes structurelles progressent

dans les domaines de la gestion des finances publiques et de l'environnement des affaires.

« L'objectif des autorités de

favoriser une croissance forte et inclusive dans le cadre du Plan National de Développement est louable » a-t-il ajouté.

La mission a insisté sur la nécessité d'améliorer davantage le climat des affaires et d'encourager fortement les investissements privés.

« Avec l'amélioration de l'environnement des affaires et des infrastructures publiques, le secteur privé devrait jouer un rôle important en tant que moteur de la croissance économique »

Le ministre des finances, Sani Yaya a indiqué que le gouvernement reste déterminé à mettre en œuvre les réformes dans le cadre de son programme soutenu par la FEC.

Edith

Le Messenger

Promotion d'un tourisme de qualité au Togo

LES RESPONSABLES D'HÔTELS FORMÉS À KPALIMÉ

Dans le but de renforcer le niveau de capacité des gestionnaires d'établissements hôteliers du pays, le ministère de la culture du tourisme et des loisirs a initié une séance de formation des directeurs, comptables et caissiers des hôtels d'État. La formation s'est tenue hier mardi 02 avril 2019 à kpalimé.

Il s'agit pour les organisateurs de relever les défis de développement et de mondialisation en rehaussant le niveau de production des établissements hôteliers publics et privés

Cet atelier de 3 jours va offrir les outils nécessaires et les meilleures pratiques dans l'atteinte des objectifs de développement à travers le plan National de Développement (PND) en son axe 3, c'est-à-dire, « *consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion* ».

Selon le ministre de la culture, du



tourisme et des loisirs, Mr Kossivi Egbetognon, un accent doit être mis sur la qualité du service, car celle-ci représente la valeur ajoutée qui permet de drainer plus de touristes. Le ministre a salué l'engagement des responsables d'établissements hôteliers à améliorer leurs

prestations et à les conformer aux objectifs des autorités togolaises, particulièrement ceux contenus dans le PND.

La formation sera axée sur 5 thèmes à savoir: le rappel sur les Ratios de performance et les indicateurs de gestion, la mise en œuvre de la

procédure d'exécution des dépenses et des recettes, la gestion informatisée de la comptabilité, l'élaboration du budget prévisionnel et le rôle des acteurs intervenant dans la gestion et la reddition des comptes des établissements hôteliers publics à la cours des compte.

Au vu de ces lourdes thématiques, dédiées à cette séance, Mr Kossivi Egbetognon estime que ces 3 jours sont insuffisants mais très importants, car étant une ouverture à la rénovation du secteur hôtelier privé également.

« *J'exhorte donc les participants à suivre avec abnégation la présente formation, s'appropriier du contenu et en faire le starting-block pour un nouveau départ dans la gestion des entreprises hôtelières dont ils assurent la prospérité* » a ajouté le ministre.

Khaled

Projet Digital house

UNE DIZAINE DE JEUNES FEMMES ONT REÇU LEUR ATTESTATION DE FIN DE FORMATION



La cérémonie de remise d'attestation aux participants à la formation du Dig-it-all s'est tenue le jeudi 28 mars 2019 à Lomé.

Elles sont au total 12 jeunes femmes à recevoir leur attestation après 7 jours de formation. Une formation qui s'inscrit dans le cadre du projet digital house initié en 2018 par l'équipe Dig-it-all.

Au cours de ces 7 jours, les participants ont appris à se servir d'Internet comme un outil de développement personnel.

Essentiellement dédié aux femmes, l'objectif est de créer une maison numérique qui va servir de point d'accès à la jeune femme togolaise.

Une opportunité pour celle-ci d'améliorer sa compétitivité sur le marché du travail afin d'accroître son potentiel social.

7 modules ont été développés durant la formation. Il s'agit entre autres de l'introduction aux TICs, de la gestion du bureau informatique, de l'apprentissage du pack office, de la communication web et internet.

Des compétences que mademoiselle Sandra Keléou, une des participantes à la formation

espère pouvoir mettre à profit.

« *Sincèrement j'ai beaucoup appris au cours de cette formation, et j'ai pu améliorer les bases que j'avais en informatique, j'ai appris beaucoup sur le web business et comment trouver un emploi via internet* » a-t-elle laissé entendre.

Pour les formateurs, le résultat attendu est plus qu'atteint. Selon leur porte-parole mademoiselle Lauraine kiteba, c'est une fierté.

La première édition du projet digital house doit ses mérites à son partenaire officiel, la fondation TEOLIS. Ce projet bénéficie du soutien de TEOLIS, car il répond à l'un de ses objectifs qui consiste à faire du numérique un nouveau mode d'apprentissage facilement accessible aux personnes les plus vulnérables.

Selon le président de TEOLIS, Michel Bagnah, les jeunes femmes auront la chance de s'inscrire et participer aux prochaines formations. Pour lui « *il faudra reproduire ce genre d'initiative dans d'autres domaines comme la santé et l'environnement* ».

Khaled

Augmentation des prix de produits de consommation et de services

L'ASSOCIATION TOGOLAISE DES CONSOMMATEURS RÉAGIT

L'association Togolaise des Consommateurs a organisé le jeudi 28 mars 2019 à Lomé, un point de presse relatif à l'augmentation des prix des produits de consommation et de services. La rencontre a pour but selon les organisateurs d'attirer l'attention des consommateurs, de l'opinion publique et des pouvoirs publics, sur l'impact négatif que peut engendrer cette série de hausse des différents produits de consommation et de services sur le quotidien du togolais.

Il s'agit entre autres du prix des produits pétroliers, des taxes sur les véhicules à moteur et sur l'éclairage public, des frais de payage et le prix de la farine de blé.

Selon le vice-président de l'ATC, Mr Benetti Gagalo, les responsables de l'ATC n'ont pas été informés de cette augmentation des prix et n'ont même pas vu l'arrêté ministériel qui l'autorise.

« *Nous avons adressé un courrier au premier ministre togolais afin d'attirer l'attention du gouvernement togolais sur les graves*

conséquences de ces décisions du fait que celles-ci affecteraient le panier de la ménagère et la qualité de la vie du consommateur, ce n'était que peine perdue » a indiqué M. Gagalo.

En dénonçant ces décisions unilatérales, l'ATC lance un appel aux plus grandes autorités et à l'État togolais en vue de la réhabilitation de la commission nationale sur la vie chère et de la commission nationale de la concurrence et de la consommation.

Le chargé juridique de l'ATC Mr Fridolin Adonssou invite pour sa part le gouvernement à la mise en place du conseil économique et social conformément aux dispositions de la loi organique du Togo.

Pour finir, l'association Togolaise des consommateurs incite l'engagement des populations dans cette lutte, et sollicite une attention particulière du chef de l'État sur ces recommandations par rapport à son mandat social.

Khaled

Le Messager

Plus de MEGA avec les Nouveaux Forfaits DATA !

1000F =

450 Mo

> **3 JOURS**

3000F =

1,5 Go

> **7 JOURS**

4500F =

3 Go

> **7 JOURS**

***104#**



LE MEILLEUR RÉSEAU DATA
ET LES APPELS LES MOINS CHERS
AU TOGO !

